



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/2002/NGO/170  
20 février 2002

ANGLAIS ET FRANCAIS SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-huitième séance  
Point 11 à l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Exposé écrit\* présenté par la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH),  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la  
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[25 janvier 2002]

---

\*/ Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les  
services d'édition.

## Terrorisme international

La FIDH condamne fermement tout acte de terrorisme international. Les attentats commis à l'encontre d'une population civile ne peuvent trouver quelque justification et leurs auteurs doivent être traduits devant la justice, dans le strict respect des normes universelles de protection des droits de l'homme.

A ce titre, la FIDH tient à saluer les efforts de la communauté internationale dans sa recherche d'une coopération des Etats pour prévenir et endiguer ce phénomène. Les travaux de la Commission des droits de l'Homme notamment le rapport intérimaire présenté le 27 juin 2001 par Mme Kalliopi K. Koufa lors de la 53<sup>ème</sup> session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme œuvrent en ce sens et apportent une contribution supplémentaire sous le prisme du respect des droits fondamentaux de la personne humaine pour lutter efficacement contre le terrorisme international.

Face aux attentats terroristes, l'exigence de la justice doit l'emporter sur la tentation de la vengeance. Néanmoins, ce devoir de justice ne peut se faire au détriment des normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux normes du droit international humanitaire sauf à faire le jeu précisément de ceux qui préconisent l'arbitraire.

Du fait de la nature politique des actes terroristes, aucune convention internationale en vigueur n'a pu définir jusqu'à présent le crime de terrorisme international. Seules certaines conventions identifient des actes spécifiques de terrorisme comme la capture d'aéronefs ou les prises d'otages et encouragent les Etats parties à incorporer les infractions correspondantes dans leur droit interne.

En l'absence d'une définition consensuelle de l'infraction autonome de terrorisme en droit international, la qualification pénale des actes de terrorisme demeure l'apanage des Etats. La compétence des autorités nationales pour qualifier juridiquement les actes de terrorisme peut engendrer des situations opportunes de violation des libertés publiques par les Etats concernés.

Trop souvent, les Etats profitent de l'horreur terroriste pour se prémunir d'un arsenal juridique large leur permettant de réprimer toute forme de contestation politique. Pourtant, la résistance face à l'oppression et la tyrannie est un droit fondamental de l'individu proclamé par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

A l'inverse, certaines législations restrictives excluent des incriminations toute référence au terrorisme d'Etat, pourtant acteur avéré de tels actes. En outre, la nature même des actes terroristes assujettit parfois le droit à des considérations politiques consacrant une impunité de poursuite et de jugement. Celle-ci est encore plus flagrante lorsque l'Etat de la nationalité de l'auteur a soutenu, encouragé ou légitimé l'acte terroriste.

L'administration de la justice pour les actes terroristes est également problématique. Les Etats mettent en place des procédures judiciaires d'exception pour juger les individus présumés terroristes. Les suspects sont privés d'une défense appropriée, les preuves à charges restent secrètes, les jugements s'effectuent par des tribunaux d'exceptions voire militaires dont le fonctionnement et la composition porte atteinte aux principes élémentaire d'impartialité, la peine de mort peut être prononcée. Ces procédures sont manifestement en violation des normes internationales garantissant le droit à un procès équitable comme les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Laisser les gouvernements agir sur le terrain de la justice sommaire est attentatoire à l'essentiel respect des droits de l'homme. D'autres gouvernements se serviront du contexte particulier de la lutte antiterroriste pour légitimer le règlement de certaines situations d'urgence.

Pour sortir de cette problématique nationale, la FIDH tient à rappeler que le Statut de la future Cour pénale internationale présente des normes objectives accompagnées de procédures judiciaires neutres et respectueuses du droit de la défense pouvant servir dans la lutte répressive contre le terrorisme international. Si le crime de terrorisme ne fut pas retenu par les Etats comme relevant de la compétence de la Cour, l'Acte final du Statut de Rome "recommande qu'une conférence de révision (...) étudie le cas du crime de terrorisme en vue de dégager une définition acceptable de ce crime et de l'inscrire sur la liste de ceux qui relèvent de la compétence de la Cour". En outre, la Cour pourra connaître, dès sa mise en place, des actes de terrorisme qui tomberont sous la qualification de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, crimes qui sont de la compétence de la Cour.

Enfin, la FIDH exprime ses vives préoccupations quant à l'attitude répressive des gouvernements qui, sous le prétexte fallacieux de la lutte antiterroriste font voter des lois liberticides. S'il est légitime que la plupart des Etats renforcent leurs dispositifs dans le but de garantir le droit à la sécurité, les atteintes aux libertés collectives et individuelles qu'elle engendre, ne le sont pas. En effet, des restrictions aux libertés fondamentales sont exceptionnellement admises en droit international mais à des conditions très strictes. Leur respect scrupuleux nous épargne de sombrer dans l'arbitraire. Or, les atteintes aux droits humains, à la liberté de la presse et de l'information sur Internet, se multiplient. La FIDH déplore notamment les arrestations et les mises en détention provisoire sans exigence de preuves, la censure de la presse et autres graves entraves aux libertés publiques.

Pourtant c'est précisément dans ces moments de trouble sécuritaire qu'il faut se battre pour l'application des libertés civiles et politiques. L'histoire enseigne que les moments d'hystérie, de guerre et d'instabilité sont des temps où il ne faut surtout pas promulguer des nouvelles lois limitant les libertés et octroyant des pouvoirs encore plus grands à l'Etat et à ses organes répressifs. Dans son combat contre la terreur, le droit ne doit pas oublier ses vertus. L'opportunisme et la précipitation doivent s'effacer au profit de la pertinence de la réaction.

#### Recommandations :

1. La FIDH souligne l'importance pour les Etats de collaborer pour prévenir et réprimer les actes de terrorisme, notamment par une coopération judiciaire accrue, la ratification et l'application intégrale des conventions internationales et régionales relatives aux crimes spécifiques de terrorisme.
2. La FIDH recommande la mise en œuvre effective de ces instruments dans le droit interne des Etats, y compris par la reconnaissance du principe de compétence universelle et dans le strict respect des droits de l'homme.
3. La FIDH précise que les projets en cours de conventions internationales et régionales relatives à la recherche d'une définition de l'infraction terroriste doivent impérativement
  - tenir compte des différents auteurs d'actes de terrorisme (individus, groupes, Etats);
  - éviter l'écueil des incriminations trop larges portant en réalité atteinte aux libertés individuelles et collectives ou comportant le risque de telles atteintes.
4. La FIDH rappelle que le crime de terrorisme ayant été explicitement exclu du Statut de Rome, il ne peut, sous aucun prétexte, être inclus en tant que tel dans le champ

de compétence de la Cour sauf si les Etats parties en décident autrement lors de la Conférence de révision prévue sept ans après l'entrée en vigueur de la CPI. Toute tentative de réouverture du Statut porterait gravement atteinte à son intégrité, remettrait en cause l'équilibre juridique et politique de la Cour et sa proche entrée en vigueur.

5. La FIDH affirme que certains actes de terrorisme pourraient peut être, sous les conditions très précises posées par le Statut de la CPI, relever des actes entrant dans la compétence de la Cour. En particulier, l'acte intentionnel de terrorisme (caractérisé par le meurtre, la persécution ou autres actes inhumains), isolé ou non, de grande ampleur ou planifié, à l'encontre de la population civile, en application d'une politique générale d'un Etat ou d'une organisation, pourrait être qualifié de crime contre l'humanité selon l'article 7 du Statut de la CPI. Cependant, les travaux préparatoires du Statut de Rome et la jurisprudence des Tribunaux pénaux internationaux invitent à une certaine prudence. En tout état de cause, une telle qualification incombe in fine aux organes indépendants compétents à cet effet au terme du statut de la Cour, à savoir le Procureur et, le cas échéant, la Cour elle-même.
6. La FIDH rappelle que les éventuelles mesures exceptionnelles prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre le terrorisme doivent être strictement encadrées dans les limites prévues par le droit international pour garantir le respect des principes fondamentaux de la personne humaine.

-----